

# Inégalités : une hypocrisie française

30 mai 2017



Ce texte est extrait du *Rapport sur les inégalités en France*, sous la direction d'Anne Brunner et Louis Maurin, édition de

l'Observatoire des inégalités, juin 2017, 176 p., 8,50 €.

Le tableau des inégalités brossé par l'édition 2017 du *Rapport sur les inégalités en France* ne pousse pas à l'optimisme. Les classes favorisées, gourmandes, en veulent « toujours plus » [1] Rien de nouveau, mais le refus de voir les inégalités sociales dont sont victimes les classes populaires, l'exploitation des travailleurs flexibles par des stables, la précarité et le chômage des non-diplômés, conduit à une exaspération qui s'exprime dans les urnes.

Le débat sur l'état des inégalités est loin d'être à la hauteur. Un grand nombre de commentateurs refusent de voir les conséquences de cette montée des écarts entre milieux sociaux. À l'opposé, la dramatisation n'aide pas davantage. Ainsi par exemple, l'école française n'amplifie pas les inégalités comme l'a pourtant indiqué récemment un rapport officiel [2] Le modèle d'un État social à la française, s'il n'a rien de « providence », n'est pas à l'agonie : notre pays demeure l'un des pays où il fait le meilleur vivre sur la planète. Les autres pays sont loin de faire mieux que la France, y compris dans le domaine de l'emploi. Le chômage mine notre société mais les meilleures « performances » de nos voisins ont le plus souvent été obtenues au prix d'une montée de la pauvreté laborieuse ou en sortant une partie des actifs du marché du travail.

Dans ce concert confus, le *Rapport sur les inégalités en France* cherche à apporter des éléments concrets qui visent à décrire la réalité sociale comme elle se présente, sans être « à charge ». Ceux qui manient la critique sociale sans retenue, même avec la meilleure volonté du monde, gagneraient à y réfléchir à deux fois et devraient se demander quels intérêts ils servent [3] au final. Une partie de ceux qui dénoncent les inégalités défendent des modèles sociaux encore plus inégalitaires.

## Les Français sont-ils d'affreux pessimistes ?

Avons-nous vraiment besoin d'un nouveau *Rapport sur les inégalités en France* si tout ne va pas si mal ? Les Français sont d'affreux pessimistes, nous explique-t-on [4] Ce raisonnement témoigne d'une incompréhension de l'état de la société française et du sentiment d'injustice qui nourrit ce pessimisme. Il ne naît ni du niveau des inégalités, ni de la comparaison avec la situation d'autres pays. Les Français n'ont qu'une vague idée de ce qui se passe chez leurs voisins et ne se rassurent pas en se disant que l'herbe est moins verte ailleurs. Ce qui compte est l'écart entre la situation que nous vivons et notre aspiration à l'égalité.

La légitimité de cette aspiration, portée par la devise de notre pays, est nourrie par les pouvoirs publics. Or, l'écart entre les paroles et les actes, entre les constats établis et les politiques publiques menées, est immense. Comment, par exemple, peut-on faire le constat d'un « apartheid social » [5] dans les quartiers en situation sociale difficile et ne pas mettre en œuvre des moyens d'ampleur pour le réduire ? Les mots ont un sens : la société de la communication percute de plein fouet la société tout court. On pourrait multiplier les exemples des hypocrisies qui constituent autant de violences, mais c'est vis-à-vis de la jeunesse populaire que notre pays est le plus en décalage. Les petits « sauvageons » des cités doivent

aujourd'hui rire sous cape quand on leur donne des leçons de droiture, s'ils ont le cœur à rire.

Enfin, notre appréciation des inégalités est moins liée à leur niveau qu'à leur évolution. Dans une société où le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 75 % au cours des huit dernières années (de 3 à 4,5 millions) [6] et où [le nombre de pauvres a augmenté d'un million en dix ans](#), il ne semble pas infondé d'être pessimiste.

### **Les plus pauvres s'appauvrissent**

Au-delà des situations les plus critiques d'exclusion de l'emploi ou de pauvreté, les inégalités s'accroissent dans de nombreux domaines, en particulier en ce qui concerne les revenus. Les « Trente Glorieuses » ont été marquées par une croissance des écarts de niveaux de vie, qui constitue l'une des raisons des grèves de 1968. Les années 1970 et 1980 ont constitué un tournant avec une nette diminution de ces inégalités. Depuis le milieu des années 1990, le vent tourne. Les plus riches ont recommencé à s'enrichir, et bien plus vite que les autres.

La dénonciation de « l'enrichissement des riches » fait l'objet d'un assez large consensus parce que, en France, les riches sont toujours ceux qui gagnent plus que soi-même. Le fait que l'on entre dans le dixième le plus favorisé des niveaux de vie quand on perçoit plus de 3 000 euros net mensuels pour une personne seule (après impôts et prestations sociales) continue à susciter l'étonnement dans certaines couches sociales. 80 % des Français estiment ainsi que la société est « plutôt injuste » selon le baromètre annuel du ministère des Affaires sociales (données 2016). Ce sentiment et l'ampleur des déficits publics ont conduit à la mise en place de mesures fiscales fortes de taxation, à la fin du quinquennat de Nicolas Sarkozy et au début de celui de François Hollande.

Comme le signalait notre premier *Rapport sur les inégalités en France de 2015*, [un autre phénomène s'est amorcé suite à la crise de 2008 : l'appauvrissement des plus pauvres](#). La baisse de leur niveau de vie ne s'est pas amplifiée au cours des dernières années, notamment grâce à la protection offerte par notre modèle social. Mais la lente diminution du niveau de vie des 10 % les moins favorisés constitue un retournement historique, un marqueur de notre histoire sociale. Que les riches s'enrichissent, c'est monnaie courante ; que les pauvres s'appauvrissent, cela change la donne. Ce choc nourrit une haine envers ceux qui continuent à profiter.

Si les classes moyennes ne sont pas « étranglées », elles sont entrées, depuis les années 2000, dans une période de stagnation. Pour elles, ce coup d'arrêt constitue un renversement. Ces catégories sociales sont souvent issues de milieux populaires, ruraux, ouvriers ou immigrés. Elles ont connu par le passé des mouvements parfois très nets d'ascension sociale. Voir leurs enfants peiner à faire au moins aussi bien qu'eux entraîne une profonde déception et du ressentiment.

La situation des revenus n'est pas la seule à influencer le jugement sur les inégalités. Cet ouvrage fait apparaître un pays souvent éloigné de l'image que l'on en donne. L'école française n'est pas « championne du monde des inégalités », mais pêche par le grand écart entre le message d'égalité qu'elle véhicule et les privilèges dont jouissent les catégories diplômées. Cet écart a un impact d'autant plus grand que disposer d'un titre scolaire, en France, joue un rôle plus important qu'ailleurs : le formalisme français donne au titre scolaire une « emprise », pour reprendre l'expression du sociologue François Dubet [7] que d'autres pays ne connaissent pas.

Les inégalités scolaires ont été décrites de longue date [8] Mais la violence des inégalités subies par une partie de la jeunesse est mal mesurée par les autorités en charge des politiques éducatives. L'injustice scolaire nourrit une défiance vis-à-vis de l'institution, et cette défiance structure les rapports sociaux. Les enfants des milieux populaires savent que la compétition est faussée face aux initiés du système [9] Pas tant en raison de l'aide directe des parents favorisés à leurs enfants, mais du contexte dans lequel ils baignent (confort matériel, loisirs, langage, etc.) et de leur connaissance des rouages du système (exigences, orientation, etc.).

L'ampleur de l'enjeu peut se lire dans l'omniprésence du débat scolaire dans la presse, dans la façon dont les dominants, bien organisés, bloquent toutes les évolutions du système éducatif, même les plus mineures, de la modernisation de l'orthographe à l'assouplissement de la notation, en passant par les langues anciennes. Il leur faut conserver leurs avantages à tout prix. Leur argumentaire est rôdé : chaque tentative pour remettre en cause leur position constitue une « atteinte au niveau scolaire » qui se ferait au détriment des masses. La défense des intérêts des élites au nom du peuple constitue un classique du rapport de force politique. Il s'illustre ici à la perfection.

Nous pourrions égrener longuement les exemples tirés de ce rapport qui témoignent des hypocrisies entre le discours des dominants et la situation des dominés. Dans l'emploi par exemple, où l'on joue à faire comme si les dégâts du ralentissement économique étaient répartis dans l'ensemble de la société. « La crise » est partout dans les discours mais elle frappe essentiellement les milieux populaires. 70 % des chômeurs supplémentaires enregistrés entre 2008 et 2016 sont des employés ou des ouvriers. Le taux de chômage des ouvriers non qualifiés dépasse 20 %, quatre fois plus que les cadres supérieurs. Notre société du travail se divise entre stables (majoritaires) et flexibles (minoritaires), entre ceux qui, forts de leur statut ou de leur diplôme, connaissent peu ou prou leur avenir, et une minorité de flexibles qui permettent « d'ajuster l'offre de travail », qui naviguent à vue sans pouvoir se projeter. Pessimistes ? Ils font seulement l'expérience quotidienne de la dégradation de la qualité de l'emploi en France.

Ceux qui travaillent le plus durement sont les moins rémunérés. Le « stress » surmédiatisé du secteur tertiaire cache la pénibilité physique de ceux qui manipulent des charges lourdes, respirent des poussières, etc. Une heure de travail à la chaîne ne vaut pas une heure de travail en réunion ou devant un écran d'ordinateur. Les longues heures de labeur censées justifier les revenus des classes aisées ressemblent pour partie à du loisir pour celui qui tient un marteau-piqueur toute la journée.

Dans le logement enfin, toute une partie de la jeunesse est spoliée par les bailleurs des générations antérieures qui louent leurs biens à prix d'or. On organise ainsi un vaste transfert de richesses des jeunes vers les plus âgés. Bien défendus, les propriétaires ont su, eux aussi, éviter toute réforme d'ampleur.

### **Appeler un chat un chat**

Du niveau local au niveau national, les autorités publiques ne sont pas insensibles à la question des inégalités. Sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, on n'a jamais construit autant de logements sociaux, les minima sociaux adultes handicapés et vieillesse ont été fortement augmentés. Sous François Hollande, des politiques de lutte contre le temps partiel contraint, de prise en compte de la pénibilité, de réforme de l'école, de formation des chômeurs, même insuffisantes, ont été entreprises. Dans de nombreuses communes, départements ou régions, des actions de lutte contre les inégalités sociales, de démocratisation de l'accès aux services publics sont engagées, souvent avec l'appui d'associations. La France,

depuis la IV<sup>e</sup> République, s'est dotée d'une administration de haut niveau qui œuvre pour la prise en compte des besoins, au-delà de toute orientation politique. Mais le bilan n'est en rien à la hauteur des enjeux, faute de courage politique. Ce qui ne fait qu'accroître les tensions.

Les cinq années qui viennent seront décisives. Le défi qui s'ouvre pour la nouvelle majorité est clair : va-t-elle arriver à recoller les morceaux entre ceux qui sont à la peine et ceux qui profitent, ou va-t-elle laisser faire ? Pour réduire l'écart entre les discours et les actes, il n'existe que deux solutions.

La première est d'appeler un chat un chat : assumer une société où le meilleur gagne, où chacun peut devenir millionnaire et porter un costume s'il le fait ce qu'il faut. Peu importe les inégalités dans un monde de juste compétition, malheur au perdant dans la nouvelle société flexible où l'homme moderne choisit son serveur sur « l'appli » de son smartphone. Ce serait un changement historique dans l'histoire sociale de la France, qui aurait le mérite de la cohérence idéologique. C'est le règne de « l'égalité des chances ». Il ne suffirait plus aux pouvoirs publics que de vérifier que les conditions de la concurrence « pure et parfaite » (comme disent les économistes) soient effectivement réunies et les privilèges abolis.

La seconde est de mettre en œuvre de véritables politiques de lutte contre les inégalités, en cohérence avec notre devise républicaine, l'égalité tout court, pour une société plus équitable mais dont le fonctionnement serait fondé sur d'autres valeurs que la seule compétition. Cela impose de réfléchir aux transformations de fond à apporter à notre modèle pour l'améliorer, de l'école au monde professionnel, en passant par la fiscalité, la santé, le logement, etc. Comment, par exemple, réduire l'insécurité sociale à laquelle est confrontée toute une partie du salariat, notamment les plus jeunes ? Comment changer la façon de faire l'école ? Comment répartir plus équitablement les impôts et les prestations sociales ? Tout cela impose de faire des choix, de négocier des compromis. Tout le monde ne peut gagner à la redistribution des cartes, mais ces compromis ne pourront obtenir l'adhésion du plus grand nombre que si la population a le sentiment d'un effort partagé en fonction des capacités de chacun.



Ce texte est extrait du *Rapport sur les inégalités en France, édition 2017*, sous la direction d'Anne Brunner et Louis Maurin, éd.

Observatoire des inégalités, juin 2017, 176 p., 8,50 €.

[Commander le \*Rapport sur les inégalités en France\*.](#)

Photo / CC Kai Oberhäuser

[1] Pour reprendre l'expression de François de Closets, *Toujours plus*, Grasset, 1982.

[2] « [Inégalités sociales et migratoires : comment l'école amplifie-t-elle les inégalités ?](#) » Conseil national d'évaluation du système scolaire, septembre 2016.

[3] Pour aller plus loin voir « [Neuf millions de pauvres, un chiffre exagéré](#) » Louis Maurin, version du 20 octobre 2016. Il y aurait aussi beaucoup à dire sur l'effet de ces exagérations sur les jeunes qui apprennent à se contenter de peu au regard de l'immensité de la pauvreté et du chômage.

[4] Voir par exemple : « [Lignes de faille : une société à réunifier](#) » France Stratégie, octobre 2016.

[5] « [Il existe en France un apartheid territorial, social, ethnique](#) », Manuel Valls, vœux à la presse, 20 janvier 2015.

[6] Données Pôle emploi, catégories de demandeurs d'emploi A, B et C.

[7] *Les sociétés et leur école. Emprise du diplôme et cohésion sociale*, François Dubet, Marie Duru-Bellat et Antoine Vérétoit, Le Seuil, 2010.

[8] Pour une illustration récente lire *L'école qui classe*, Joanie Cayouette-Remblière, PUF, septembre 2016.

[9] Ce système peut aussi être violent pour les enfants issus des milieux favorisés qui n'entrent pas dans le moule scolaire et qui doivent faire face aux attentes de leurs parents.

[10] Soit dit en passant, cela imposerait une remise en cause totale du système éducatif, pour que chacun puisse réussir. Et de très forts impôts sur les successions pour que la fortune résulte de la création de valeurs, pas de leur transmission entre générations.

---

Emplacement :

[Accueil](#) > [Articles](#) > [Points de vue](#) >

Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Inegalites-une-hypocrisie-francaise>